

Attention, danger !

L'AFP et ses personnels ciblés par de nouvelles attaques



Le PDG Emmanuel Hoog vient de préciser sa vision des perspectives de l'AFP dans le cadre du COM (Contrat d'objectifs et de moyens) 2014-2018 qu'il est en train de négocier avec le gouvernement. Au-delà des belles paroles qui se veulent volontaires, optimistes et rassurantes, voici les phrases clés de sa lettre aux personnels de l'agence:

- *"Une partie essentielle de notre portefeuille de clients (la presse écrite) est en train de dramatiquement s'étioler, (...) le retour à meilleure fortune paraît illusoire."*
- *"L'Etat sous la double contrainte de Bruxelles et de la crise des finances publiques ne pourra plus jouer le rôle qu'il avait dans les années 70 ou 80."*
- *"Notre économie ne dégagne pas assez d'autofinancement."*

Cela ressemble curieusement aux "vérités" assénées par Pierre Louette, le prédécesseur de M. Hoog qui voulait en 2009 *"faire de l'AFP l'un des leaders mondiaux de l'information à l'ère numérique"* - en cassant **le Statut de l'agence** et en la transformant en société anonyme détenue par l'Etat.

Mais l'actuel PDG est tenu par l'engagement 51 du candidat François Hollande: *"Je préserverai l'indépendance de l'AFP"*. Et, alors que le COM 2009-2013 de M. Louette misait sur une forte progression du chiffre d'affaires commercial, M. Hoog estime lui que cette hypothèse était *"irréaliste"*, ajoutant que *"trouver des recettes nouvelles en forte croissance sera difficile."*

D'où l'idée certes moderne, mais peu originale, qui consiste à se tourner vers toi, *"Chère Collaboratrice, Cher Collaborateur"*, pour t'annoncer de façon feutrée des changements dont tu comprends aisément qu'il s'agira de revoir certains de tes acquis sociaux et de faire encore quelques petits efforts supplémentaires (outre le gel des salaires déjà en cours).

M. Hoog souhaite donc un **"grand accord d'entreprise"**, qui est certes grandement nécessaire quand il s'agit, comme nous le réclamons, de placer tous les personnels de l'agence sur un même pied d'égalité, leur offrant les mêmes droits professionnels, démocratiques et sociaux, mais dont le principal objectif pour le PDG consiste à *"maîtriser plus avant nos charges de personnels"*.

Dès le 7 novembre s'ouvriront donc des négociations avec les six syndicats représentatifs (dont **SUD**), portant notamment sur *"le temps de travail, la politique salariale, les parcours professionnels, l'organisation du travail"*.

(suite page 2)

Nous ne partageons pas l'analyse de M. Hoog

L'expertise de Sextant, présentée au Comité d'entreprise du 17 octobre, confirme ce que nous avons déjà dit à plusieurs reprises, par exemple dans notre tract du 30 septembre:

*"Le fait est que grâce aux efforts du personnel et malgré la crise économique et un environnement concurrentiel, les difficultés financières actuelles ne sont pas dues à un effondrement spectaculaire des recettes commerciales de l'agence. Ces difficultés sont essentiellement le résultat du **désengagement de l'Etat** et de décisions des directions successives : non-respect par l'Etat de la promesse d'aide directe de 20 M€ pour la mise en place du nouveau système rédactionnel Iris (4XML), nécessité de recourir à un financement coûteux entraînant un important endettement de l'agence, travaux au siège surdimensionnés par rapport aux capacités de financement..."¹*

S'il est évidemment nécessaire de moderniser et d'enrichir l'offre de l'AFP, la présentation catastrophiste faite par le PDG sur le prétendu effondrement du chiffre d'affaires presse écrite ne se vérifie pas.

Selon le Cabinet Sextant, **le chiffre d'affaires commercial de l'agence était en progression de 0,4% en 2012**. Les recettes du service général en français n'ont baissé que de 0,65%, à 52,5 millions d'euros. Le seul service général à avoir accusé une baisse importante de son chiffre d'affaires depuis deux ans est celui en anglais, dont les recettes ont diminué de plus de 3% en 2012. Ce qui souligne une autre inexactitude dans les affirmations d'Emmanuel Hoog: loin de diminuer, la part de la France dans les recettes commerciales de l'AFP reste à peu près stable: 45,5% en 2012, contre 45,4% en 2011.

Tout milite en faveur d'un **recentrage sur le cœur du métier** - évidemment pas sur la seule presse écrite, mais sur l'information sérieuse, complète, la plus objective possible. Il faut rester très méfiant envers les mirages de "nouveaux produits" et les contenus ne tombant pas dans le périmètre de notre mission d'intérêt général.

Conclusion générale: le mode de fonctionnement de l'agence est financièrement viable, tant que l'Etat maintient le niveau actuel de sa contribution annuelle.

Ce fonctionnement n'a besoin d'être profondément modifié que si l'on considère que c'est le chiffre d'affaires commercial qui devra dégager les moyens nécessaires pour financer les investissements, et que ce financement ne sera ni assuré par l'Etat ni par les éventuelles ressources nouvelles compatibles avec la législation européenne.

A ce propos, La Correspondance de la Presse du 18/10/2013 précise:

"Dans la trajectoire financière, "l'idéal serait d'arriver à 20 à 25 millions d'euros de marge d'exploitation", contre "12 millions d'euros" en 2012. Selon M. Hoog, toutefois, cela ne suffira pas à pouvoir dégager une capacité de préfinancement des investissements qui devraient s'élever à "60 millions sur la prochaine période", a-t-il fait valoir."

Autrement dit: **les personnels de l'agence peuvent ramer comme des dingues, notre économie ne dégagera jamais assez d'autofinancement**. Et comme l'optimisme n'est pas de mise pour croire que les apports extérieurs permettront de

¹ <http://www.sud-afp.org/spip.php?article213>

financer entièrement les investissements futurs, eh bien, on demandera au personnel et à l'agence ...de se serrer encore davantage la ceinture, pour améliorer la marge d'exploitation.

L'AFP est-elle un modèle obsolète?

Tout semble donc se mettre en place pour **une nouvelle remise en cause fondamentale du modèle *suvis generis* de l'AFP**, de son Statut et des acquis sociaux de ses salariés sous droit français ("statut siège"):

- 18 septembre - La **Cour des comptes**, dans un rapport sur les aides à la presse, s'est penchée sur la pertinence des abonnements AFP payés par des organismes publics. Cette étude n'est pas inintéressante, dans le contexte du contentieux avec Bruxelles, où il faut effectivement préciser ce qui relève de la mission d'intérêt général et ce qui peut être payé par l'Etat dans le cadre d'abonnements. Sauf que la Cour des Comptes a débordé du sujet de son rapport et outre-passé ses prérogatives, en concluant que le **Statut** de l'agence « *fortement dérogatoire* » (par rapport aux lois du marché), « *est de plus en plus **inadapté** à ses ambitions de développement qui sont désormais moins nationales qu'internationales* ».
- 4 octobre - Dans la **lettre de mission au député Michel Françaix**, le Premier ministre estime qu'"il apparaît nécessaire d'évaluer aujourd'hui l'adéquation des conditions législatives, réglementaires et financières régissant l'exercice de ses missions par l'AFP". Soit. Mais il situe cette mission explicitement dans le cadre de "**l'objectif de redressement des comptes publics**", ce qui augure mal de la suite.
- 14 octobre - En interne, la **Société des Journalistes**, allié traditionnel de la direction lorsque celle-ci veut imposer des choix difficiles, s'est mise en ordre de bataille. Dans un communiqué marquant un extraordinaire retour à l'antisindicalisme primaire, la SDJ prépare le terrain à l'offensive du PDG en annonçant, avant lui et plus explicitement que lui, que "*le premier intérêt d'un accord général d'entreprise (...) est la **maîtrise des coûts**.*" Et la SDJ de prévoir que les journalistes "*pourront accepter les éventuelles concessions, voire les **sacrifices**, induits par un accord général d'entreprise*", à la seule condition qu'ils soient "*pleinement et préalablement convaincus de leur nécessité*".

Le PDG, lui, n'avait jusque là jamais publiquement reconnu qu'il visait un nivellement de nos acquis sociaux vers le bas et une nouvelle remise en cause fondamentale du fonctionnement de l'AFP. C'est pourquoi ses déclarations citées par La Correspondance de la Presse du 18 octobre marquent **un tournant**:

- "*D'une manière générale, "il est nécessaire de bouger sur l'AFP", considère M. Hoog, "car son modèle n'a quasiment **pas évolué depuis 50 ans**", dans un monde où la technologie, le droit et la fiscalité ont changé. Finalement la procédure précontentieuse à Bruxelles a eu pour effet positif de "soulever toute une dimension de sujets qui sont des **freins**", a-t-il commenté.*"

N'ayons pas honte de défendre nos acquis !

Cette nouvelle offensive visant l'AFP n'est pas vraiment une surprise, car les mêmes choix politiques ont déjà conduit à une réduction des moyens et à une remise à plat des accords d'entreprise, voire des conventions, à France Télévisions, Radio France et l'Institut national de l'audiovisuel.

(suite page 4)

Plus généralement, la politique du gouvernement actuel s'inscrit dans la continuité de celle de ses prédécesseurs, avec des **attaques sur les systèmes de protection sociale, les services publics et les acquis sociaux**, conquis de haute lutte par les générations précédentes. Exemple le plus marquant: la réforme des retraites selon le principe "travailler plus longtemps, pour gagner moins".

C'est au nom de ces mêmes choix idéologiques que la Commission européenne entend imposer au secteur de l'information la marchandisation et la "*concurrence libre et non faussée*", selon les termes du traité inique imposé par Nicolas Sarkozy en 2007 malgré son rejet par le peuple français lors d'un référendum deux années plus tôt.

Ces choix ne sont pas une fatalité. Dans les négociations sur le "grand accord d'entreprise" à l'AFP, **SUD ne sera ni force du renoncement, ni force de l'immobilisme:** nous y interviendrons en démontrant concrètement qu'il est possible de moderniser l'AFP, sans jeter le bébé avec l'eau du bain. Le personnel sera informé à chaque étape de ces négociations.

Nous comptons sur vous tous, pour défendre l'AFP et nos intérêts collectifs et pour faire échouer les manœuvres de division qui ne manqueront pas de surgir.

**Les attaques se précisent,
c'est le moment de resserrer les rangs
et de se syndiquer.**

Rejoignez SUD !

Solidaires: redonnons un sens au "tous ensemble"

Unitaires: pour l'action intersyndicale dès lors que l'unité dans l'action est possible

Démocratiques: dans la vie interne du syndicat et dans l'interaction avec les personnels.

Pour nous contacter: sudafp@orange.fr - Internet: www.sud-afp.org - Paris, le 21 oct. 2013

